

ACCORD CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES COMMUN A TOUS LES LOTS (CCAP)

L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

État

Direction Régionale et Interdépartementale de l'Équipement et de
l'Aménagement d'Île-de-France

Direction des routes d'Île-de-France

Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)

Madame la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de
l'aménagement et des transports d'Île-de-France en vertu de l'arrêté de
délégation de Monsieur le préfet de la Région Île-de-France, Préfet de Paris
(Arrêté n°IDF-2023-04-19-0003 du 19 avril 2023)

Objet du marché

Accord-cadre de contrôle extérieur des travaux de la Direction des Routes d'Ile-de-
France

SOMMAIRE

ARTICLE I -	Objet de l'accord-cadre	4
I.1	Objet du marché public	4
I.2	Représentation de l'acheteur et forme des notifications.....	5
I.3	Point de départ du délai d'exécution.....	6
I.4	Passation des commandes.....	7
I.5	Décomposition en tranches et en lots.....	8
I.6	Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel	9
I.7	Contrôle des coûts de revient	10
I.8	Dispositions générales	10
I.9	Ordres de service	19
I.10	Définition des groupements titulaires, cotraitants, mandataire et intervenants.....	19
ARTICLE II -	Pièces contractuelles de l'accord-cadre.....	20
II.1	Pièces générales.....	20
II.2	Pièces particulières	20
ARTICLE III -	Prix – variAtion des prix – règlement des comptes	21
III.1	Tranche(s) optionnelle(s)	21
III.2	Contenu des prix – Règlement des comptes.....	21
III.3	Variation dans les prix	25
III.4	Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives	27
ARTICLE IV -	durée du marché et délais d'exécution – pénalités, primes et retenue.....	27
IV.1	Durée du marché et délais d'exécution	27
IV.2	Pénalités pour retard d'exécution – Primes d'avance	28
IV.3	Autres pénalités	29
ARTICLE V -	Clauses de financement et de sureté.....	31
V.1	Retenue de garantie.....	31
V.2	Avances.....	31
ARTICLE VI -	Qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits	32
ARTICLE VII -	Exécution des bons de commande	32
VII.1	Conditions d'exécution des bons de commande	32
VII.2	Planning et délai d'exécution	34
VII.3	Information du RPA et du maître d'œuvre des dates et heures d'intervention.....	35
VII.4	Mentions à préciser sur les transmissions.....	35
ARTICLE VIII -	Constatations de l'exécution des prestations	36

VIII.1	Opération de vérification	36
VIII.2	Admission, ajournement, refaction et rejet.....	36
ARTICLE IX -	Propriété intellectuelle et cession des droits	37
ARTICLE X -	Résiliation	38
X.1	Résiliation pour motif d'intérêt général	38
X.2	Résiliation du marché aux torts du titulaire ou cas particulier	38
ARTICLE XI -	Litige	39
ARTICLE XII -	Dérogations aux documents généraux.....	39

ARTICLE I - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

I.1 Objet du marché public

I.1.1 Objet des prestations

Le marché porte sur la réalisation de missions d'investigations préalables et de contrôle extérieur de travaux réalisés ou pilotés par les services de la Direction des routes d'Ile-de-France DiRIF dans le cadre de ses activités :

- d'entretien préventif et de requalification du réseau routier national existant ;
- d'entretien préventif et de requalification des ouvrages d'arts existant ;
- d'aménagement et de modernisation du réseau (investissement) sur le réseau routier national ;

Ces travaux portent sur des axes routiers connaissant pour leur plus grande part un fort trafic et pouvant avoir aussi bien un caractère autoroutier qu'un caractère urbain. La durée des chantiers peut s'étendre de quelques jours à plusieurs mois et ces derniers peuvent être réalisés de jour comme de nuit, ou le week-end. Leur linéaire peut également être très variable.

I.1.2 Descriptif des prestations

La présente consultation a pour objet la réalisation du contrôle extérieur de ces opérations de travaux. Elle consiste par conséquent en la réalisation de prestations intellectuelles et d'essais dans les domaines suivants :

- Terrassements ;
- Assainissement ;
- Chaussées ;
- Analyse de la présence d'amiante dans les enrobés, caractérisation de la teneur en HAP et en HCT ;
- Ouvrages d'arts ;
- Bétons ;
- Dispositifs de retenues.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : l'ensemble du réseau routier d'Ile-de-France.

Les prestations font l'objet d'accords-cadres à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

La référence des normes applicables figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Accord-cadre de contrôle extérieur des travaux de la Direction des Routes d'Ile-de-France

1.2 Représentation de l'acheteur et forme des notifications

1.2.1 Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché

Le marché est passé pour l'ensemble des services de la DiRIF.

Pour les besoins de l'exécution du marché, le chef de service, les chefs de département et responsables d'opérations sont habilités à représenter l'acheteur auprès du titulaire pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception des communications du titulaire avec le pouvoir adjudicateur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG-Prestations intellectuelles - PI) ;
- b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
- c) Signature et notification, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 27 du CCAG) ;
- d) Réception de la demande de paiement (article 11.6 du CCAG) ;
- e) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.7 du CCAG) ;
- f) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- g) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- h) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (article 26 du CCAG).

1.2.2 Forme des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG – PI, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui sont utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG – PI, pour la bonne exécution des prestations, les parties veillent tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur procède à la notification de toutes les informations par voie électronique, autant que possible via la messagerie de la plateforme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assure la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire.

Ces accusés de réception sont générés par PLACE, et permettent de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents sont réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au titulaire ne mentionne pas de délai(s), celui-ci (ceux-ci) commence(nt) à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par l'acheteur, celui-ci veille à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permet au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commence à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par l'acheteur.

I.2.3 Contrôle extérieur :

Le maître d'ouvrage pourra soumettre certains des documents produits par le titulaire à un contrôle extérieur. Les différents éléments produits par le titulaire du marché feront l'objet de contrôles tout au long de sa mission. Il existe deux natures de contrôles :

- Des contrôles internes, dans le cadre du plan d'assurance qualité,
- Et des contrôles extérieurs, qui seront réalisés par un organisme tiers (services de l'État).

Les observations, issues de ces contrôles et transmises sous forme d'un PV, devront être intégrées dans une nouvelle version du document et transmis sous quinzaine au maître d'ouvrage.

Les coûts occasionnés par la production de ces différentes versions des documents sont réputés compris dans les prix forfaitaires ou unitaires proposés par le titulaire dans son offre.

Le maître d'ouvrage attire l'attention du titulaire sur le fait qu'il exigera la plus grande rigueur dans l'examen des remarques et dans leur prise en compte dans une nouvelle version du dossier.

I.3 Point de départ du délai d'exécution

Le bon de commande précise les conditions d'exécution.

Certaines prestations nécessitent une période de préparation, notamment pour récupérer les différentes autorisations auprès des exploitants routiers concernés ou des riverains. Dans ce cas-là, le point de départ du délai d'exécution a lieu dès l'obtention des autorisations demandées ou l'accord des riverains concernés. Dans les autres cas où la période de préparation n'a pas été jugée nécessaire, le délai d'exécution débute à la date de démarrage

Accord-cadre de contrôle extérieur des travaux de la Direction des Routes d'Île-de-France

indiquée dans le bon de commande.

Il sera dérogé à l'article 13.1.2 du CCAG-PI dans le cas où le délai d'exécution du bon de commande partirait de la date précisée dans la décision du RPA pour commencer l'exécution de celui-ci.

Sans date de démarrage précisée dans le bon de commande, le délai d'exécution d'une prestation court à partir de l'accusé de réception par le titulaire du bon de commande signé par le RPA.

1.4 Passation des commandes

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par les délégués dûment habilités du RPA.

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 8 h au vendredi 12 h, par télécopie. Le titulaire devra accuser réception dans le délai maximum d'une heure par renvoi en télécopie du bon de commande portant la date et l'heure de réception. Le rapport de transmission automatique à l'acheteur fera foi en cas de contestation.

Chaque bon de commande précise :

- le service acheteur ;
- les conditions d'exécution (notamment si les travaux sont de jour ou de nuit) et en particulier la mise en œuvre d'une période de préparation si elle s'avère nécessaire ;
- la désignation des prestations ;
- la quantité commandée par catégorie ;
- les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- le lieu d'exécution ;
- le délai d'exécution ;
- la durée prévisionnelle et les dates prévisionnelles des travaux ;
- l'opération routière concernée le cas échéant ;
- la désignation du chantier, route, PR de début et de fin du chantier ;
- le lieu de livraison de la commande ;
- la référence du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- le numéro d'engagement juridique ;
- le service qui passe la commande.

Le titulaire désigne, en début de marché, un interlocuteur unique dédié à la gestion des commandes et des prestations exécutées dans le cadre du présent marché, qui sera

l'interlocuteur de référence unique du maître d'ouvrage pour l'organisation, la préparation, l'exécution et la réception des commandes.

Les dates d'échanges téléphoniques ne pourront être pris en compte dans les étapes ci-dessous, seules les dates d'envoi et de réception de mails font foi.

Etape 1 : La DiRIF ou le maître d'œuvre (désigné sur l'opération en question) sollicite par mail le responsable du marché de l'entreprise désigné lors de la consultation. C'est la date d'envoi du mail qui fait office de sollicitation. La DiRIF ou le maître d'œuvre apportera un maximum d'éléments lors de cette première prise de contact écrite (contexte, périmètre, nature des travaux souhaités, coactivité, période et délais d'intervention, photos, plans, croquis, schémas, quantités estimatives...) pour que l'entreprise puisse réaliser son devis.

Etape 2 : L'entreprise pourra communiquer avec la maîtrise d'œuvre ou la maîtrise d'ouvrage par mails, par appels téléphoniques ou par visioconférence pour obtenir des compléments d'information sur la commande.

Etape 3 : L'entreprise devra produire un devis estimatif sous 10 jours calendaires maximum à compter de la date de la première sollicitation. Le responsable du marché précisera l'interlocuteur désigné de l'entreprise et l'inclura dans les échanges de mails.

Etape 4 : La DiRIF ou le maître d'œuvre valide le devis par réponse de mail. En cas d'erreur ou de refus de la DiRIF, l'entreprise dispose de 48h à compter du mail de refus pour corriger son devis estimatif.

Etape 5 : La DiRIF procède à la notification de la commande à l'entreprise par mail, précisant notamment le délai d'exécution et, le cas échéant, le délai de remise des documents d'exécution.

Etape 6 : L'entreprise accuse, par retour de mail, bonne réception de la notification de la commande sous un délai maximum de 48 heures (jours ouvrables) à compter de la notification. Cet accusé de réception équivaut à la date de notification. A défaut d'une réponse de l'entreprise, la date d'accusé de réception retenue sera la date et l'horaire maximum de réponse par l'entreprise.

Etape 7 : En cas d'intervention de nuit sous fermeture ou de jour sous balisage, l'entreprise transmet sa demande d'intervention par mail à l'exploitant au moins 7 jours calendaires avant la date d'intervention en précisant les coordonnées des responsables du chantier, les moyens mis en œuvre ainsi que les dates d'intervention. Ce document sera soumis à validation du CEI concerné par retour de mail.

L'entreprise s'engage à assurer une continuité de service lors des périodes de congés des interlocuteurs désignés.

1.5 Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Le besoin homogène de services est alloté, les prestations sont réparties en 7 lots désignés ci-après qui sont traités par marchés à lots séparés :

Désignation des lots	
Lot 1-1	Travaux d'entretien et de requalification de chaussées – AGER Est

Accord-cadre de contrôle extérieur des travaux de la Direction des Routes d'Île-de-France

Désignation des lots	
Lot 1-2	Travaux d'entretien et de requalification de chaussées – AGER Nord
Lot 1-3	Travaux d'entretien et de requalification de chaussées – AGER Ouest
Lot 1-4	Travaux d'entretien et de requalification de chaussées – AGER Sud
Lot 2	Travaux de terrassements et d'assainissement – Île-de-France
Lot 3	Travaux de chaussée sur voiries neuves – Île-de-France
Lot 4	Travaux d'ouvrages d'art et de dispositifs de retenue – Île-de-France

1.6 Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1.6.1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG-PI, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article IV du CCAP.

1.6.2 Sites sensibles

Sans objet.

1.6.3 Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)

En application de l'article 5-2 du CCAG-PI, et d'une façon générale, le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il est fait application de la pénalité prévue à l'article IV du présent CCAP.

1.7 Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1.8 Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

1.8.1 Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 39.1 du CCAG-PI.

En application de l'article D.8222-5 du code du travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du code du travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

I.8.2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

I.8.2.1 Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du code du travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du code du travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article I.8.4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L.1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

I.8.2.2 Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a. Désignation d'un représentant du titulaire

Accord-cadre de contrôle extérieur des travaux de la Direction des Routes d'Île-de-France

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L.1262-1-1 et R.1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b. Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R.1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R.1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG-PI.

I.8.3 Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et immatériels : 750 000 € par sinistre et par année.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9.2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

I.8.4 Désignation de sous-traitants

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial. Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par les articles R.2193-3 à -4 du Code de la Commande Publique, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article I.8.3 du présent CCAP.

À cet effet, le titulaire pourra utiliser le Formulaire DC4 téléchargeable sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/marches-publics>

Si le sous-traitant bénéficie du paiement direct, il joint dans son dossier de demande d'agrément un K-bis, un RIB et le pouvoir du signataire du DC4. Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont accompagnées d'une liste de prestations en cours d'exécution ou exécutés au cours des 3 dernières années par les sous-traitants, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les services les plus importants (ces attestations indiquent la nature, le montant, la date ainsi que le destinataire – public ou privé – des prestations), de l'indication des titres d'études et professionnels des sous-traitants et d'une déclaration indiquant les effectifs et moyens annuels des sous-traitants ainsi que l'importance du personnel de l'encadrement, pour chacune des 3 dernières années en vue de la réalisation de marchés de même nature.

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont envoyées au représentant du pouvoir adjudicateur, une copie étant mise au maître d'œuvre. Le délai de 21 jour évoqué à l'article R.2193-4 du Code de la Commande Publique relatif aux marchés publics démarre à compter de la réception par le représentant du pouvoir adjudicateur d'une demande d'acceptation de sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement complète. Toute demande incomplète ne pourra faire l'objet d'une acceptation tacite de la part du représentant du pouvoir adjudicateur.

I.8.5 Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

I.8.6 Clauses sociales et environnementales

Ces clauses s'appliquent à l'ensemble des lots du présent accord-cadre.

I.8.6.1 Clauses sociales et d'insertion par l'activité économique

Les conditions d'exécution comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable, en conciliant développement économique et progrès social.

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur fait application des dispositions de l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution, consistant à réaliser un nombre d'heures travaillées et la réalisation d'un plan de progrès.

Accord-cadre de contrôle extérieur des travaux de la Direction des Routes d'Île-de-France

L'entreprise attributaire réalise une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les publics visés

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans
- les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit
- les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage)
- les personnes percevant une pension d'invalidité
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'École de la Deuxième Chance (E2C)
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance »
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet
- les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

Objectifs d'insertion

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

Lot	Nombre d'heures d'insertion à réaliser <u>sur la durée totale de l'accord-cadre (4 ans)</u>
Lot 1-1	100 (cent) heures

Accord-cadre de contrôle extérieur des travaux de la Direction des Routes d'Île-de-France

Lot 1-2	100 (cent) heures
Lot 1-3	100 (cent) heures
Lot 1-4	100 (cent) heures
Lot 2	100 (cent) heures
Lot 3	100 (cent) heures
Lot 4	100 (cent) heures

Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre s'inscrivent entre la date de notification du présent marché et la livraison de la prestation.

L'attributaire désigne un responsable qui est l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

✓ 1^{ère} modalité : l'embauche directe par l'entreprise

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par le titulaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur est nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

✓ 2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), d'une Association intermédiaire (AI) ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ).

Accord-cadre de contrôle extérieur des travaux de la Direction des Routes d'Île-de-France

✓ **3^{ème} modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance**

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion (EI), un Atelier et Chantier d'insertion (ACI) ou une Entreprise adaptée (EA).

Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur met en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC :

Valentin SOUCHARD
Chargé de projets clauses sociales Etat
valentin.souchard@epec.paris

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer l'entreprise des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à proposer des actions, définies en concertation avec l'acheteur et le facilitateur désigné au cours d'une réunion de lancement dédiée, sur chacun des axes de progrès suivants (non limitatif : le titulaire peut être force de proposition) :

Axes de progrès attendu en matière sociale	Exemples d'actions susceptibles d'être mises en œuvre (Non limitatif : le titulaire peut être force de proposition)
Découverte et sensibilisation des métiers à destination des publics éligibles à la clause sociale d'insertion	<ul style="list-style-type: none">- Participer à des journées portes ouvertes pour des publics ciblés- Participer à des temps de découvertes métiers avec des publics ciblés- Accueillir des demandeurs d'emploi pour des enquêtes métier- Accueillir des publics en recherche d'emploi ou projet professionnel, pour des stages ou PMSMP, etc..

	<ul style="list-style-type: none"> - Participer à des temps d'ingénierie pour remobilisation et information de reconversion pour les publics les plus âgés (Séniors par exemple) - Participer à l'ingénierie territoriale d'insertion par le biais d'échanges avec des professionnels de ce secteur d'activités, etc..
Lutter contre les discriminations et promouvoir l'égalité femme homme	<p>S'engager sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la progression de la part des femmes parmi les publics en découverte ou apprentissage sur certaines métiers ou secteurs d'activités, - la découverte des métiers auprès d'un public spécifique de demandeurs d'emploi, etc..

Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité est transmise au titulaire après la notification du marché.

Les informations transmises seront traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel comme décrites ci-dessous à titre d'information.

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui est fournie.

Ces éléments sont envoyés au pouvoir adjudicateur (camo.smr.dirif.driat-if@developpement-durable.gouv.fr) et aux destinataires suivants de l'EPEC :

beatrice.calvet@epc.paris
copie valentin.souchard@epc.paris

En tout état de cause, le prestataire informe le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

Gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion par l'EPEC

Accord-cadre de contrôle extérieur des travaux de la Direction des Routes d'Île-de-France

Le titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée à l'EPEC.

Ces données personnelles sont traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

L'EPEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin de la période concernée. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations doivent être conservées jusqu'en 2032 inclus.

En l'absence de positionnement sur un emploi, les données sont conservées 6 mois maximum. Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- Le titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;
- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore de délimitation du traitement des données. Le titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le titulaire peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante dpo@epec.paris ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Compétences
18 rue Goubet

Accord-cadre de contrôle extérieur des travaux de la Direction des Routes d'Île-de-France

75019 Paris.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée :

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)
3 Place de Fontenoy
TSA 80715
75334 PARIS CEDEX 07

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

1.8.6.2 Clauses environnementales

Conformément à l'article n ° 16.2 du CCAG-PI, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Bien que cet accord-cadre repose principalement sur des prestations intellectuelles, il offre l'opportunité d'intégrer des clauses environnementales ciblées. Celles-ci pourront notamment porter sur :

- La limitation des émissions de gaz à effet de serre (GES), par l'usage de modes de déplacement à faible impact carbone et la production d'un bilan estimatif des émissions liées aux interventions.
- La gestion responsable des déchets issus des opérations de prélèvement, tels que les carottes de béton ou d'enrobé, avec une traçabilité via bordereaux de suivi et une valorisation dans des filières agréées.
- La sensibilisation des intervenants aux enjeux environnementaux, attestée par des formations ou engagements formels.

1.9 Ordres de service

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG-PI.

1.10 Définition des groupements titulaires, cotraitants, mandataire et intervenants

Pour le présent accord-cadre, les titulaires sont considérés comme groupés et sont appelés cotraitants s'ils ont souscrit un acte d'engagement unique.

L'un des prestataires membres du groupement, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis du RPA, et coordonne les prestations des membres du groupement. Si l'accord-cadre ne désigne pas de cotraitant mandataire, celui

Accord-cadre de contrôle extérieur des travaux de la Direction des Routes d'Île-de-France

énuméré le premier dans l'acte d'engagement est considéré comme mandataire des autres cotraitants.

Toute notification d'une décision ou communication du RPA est adressée au mandataire qui a seule qualité pour présenter des réserves pour l'ensemble des membres du groupement.

L'appellation maîtrise d'œuvre (MOE) est utilisée de manière générale. Dans les documents de l'accord-cadre, elle désigne le maître d'œuvre spécifique à chacune des opérations pour laquelle le titulaire du lot de l'accord-cadre est sollicité.

ARTICLE II - PIÈCES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE

II.1 Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 Mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article III du présent CCAP ;
- Les documents techniques, guides et recommandations sont à prendre en compte dans leur version actualisée, en vigueur à la date du bon de commande prescrivant le début des missions.

Ces pièces générales ne figurent pas dans le dossier de marché.

II.2 Pièces particulières

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes par ordre de priorité :

1. l'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi **(daté et signé par les représentants habilités des parties)** ;
2. le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé du RPA fait seul foi ;
3. le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés de Prestations Intellectuelles approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
4. le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi ;
5. le Bordereau des Prix unitaires et Forfaitaires (BPUF) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi ;
6. la stratégie de management par la qualité correspondant à l'offre, établi pour chaque lot ;

Accord-cadre de contrôle extérieur des travaux de la Direction des Routes d'Île-de-France

7. la stratégie de management de l'environnement correspondant à l'offre, établi pour chaque lot ;
8. les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

ARTICLE III - PRIX – VARIATION DES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES

III.1 Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

III.2 Contenu des prix – Règlement des comptes

III.2.1 Contenu des prix

En dérogation à l'article 10.1.3 du CCAG, tous les montants figurant dans le présent-accord cadre sont exprimés hors TVA. Ils sont réputés comprendre toutes les autres charges fiscales. Ils sont établis :

- en tenant compte de tous les frais afférents au fonctionnement des services du titulaire, c'est-à-dire les frais de bureau, de personnel, de déplacement, de voyage, ainsi que les frais d'établissement des minutes de toutes pièces, de papeterie, de téléphone, de correspondance. Ils assurent également au titulaire une marge pour risques et bénéfices.
- en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS) ;
- en tenant compte du gardiennage des zones de prestations et des ateliers en dehors des heures d'activité du chantier y compris les week-end et jours fériés ;
- en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur. Tous les matériaux à évacuer du chantier (produits de démolition, etc.) sont considérés comme des déchets, conformément à la recommandation n°T2-2000 aux maîtres d'ouvrages publics relative à la gestion des déchets de chantier, adoptée par la Section technique de la Commission Centrale des Marchés le 22 juin 2000. À ce titre dans l'établissement des prix, il conviendra de prendre en compte pour l'évacuation des déchets :
 - le tri des matériaux ;
 - le transport vers des décharges agréées ;
 - le nettoyage, le balayage et l'arrosage des pistes de chantier ;

Accord-cadre de contrôle extérieur des travaux de la Direction des Routes d'Île-de-France

- le nettoyage et le balayage des routes du domaine public aux abords du chantier par moyen mécanique ou manuel pour maintenir les chaussées en parfait état de propreté, ainsi que tous les frais afférents.
- en tenant compte des sujétions d'exécution particulières suivantes :
 - la mise en place, l'entretien, la gestion, les déplacements, l'adaptation en fonction de l'avancement du chantier et le démontage de la signalisation temporaire et des dispositifs de sécurité nécessités par la réalisation des travaux, pour la circulation publique ;
 - le maintien en sécurité de la circulation publique sur les routes traversant le chantier ;
 - le maintien des accès aux propriétés riveraines ;
 - les difficultés d'accès au chantier ;
 - la limitation du tonnage sur les routes existantes ;
 - des éventuelles restrictions de circulation sur les axes desservant le chantier (plan primevère, veille, et lendemain de fête, jours fériés, week-end, jours hors chantier, etc.) ;
 - le nettoyage des voies publiques en cours et en fin de travaux ;
 - les mesures de protection de l'environnement ;
 - la présence éventuelle de divers réseaux sur le site ;
 - pour l'accès au chantier, le Maître d'ouvrage ne peut mettre à la disposition du titulaire que les emprises du projet ;
 - le partage éventuel de la piste de chantier avec d'autres entreprises.
- en tenant compte de l'obligation de maintien de la circulation sur les voies publiques ;
- en tenant compte de la remise en état, en fin de chantier, des lieux mis gratuitement à la disposition du titulaire par le maître d'ouvrage pour les installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux ;
- en tenant compte des dispositions prévues pour se prémunir des risques de pollution existants pendant le déroulement des travaux. Ainsi, les effluents seront rejetés de façon à n'entraîner aucun effet dommageable sur les caractéristiques des cours d'eau, points d'eau et de la nappe phréatique.

Les sujétions suivantes devront être respectées :

- les rejets ne se feront jamais de façon directe ;
- les installations de chantier seront protégées contre tout risque d'infiltration :
 - aires étanches pour l'entretien des engins de chantier et les zones de stockage des hydrocarbures ou autres substances polluantes ;
 - traitement ou collecte pour évacuation des effluents d'origine humaine (baraquements de chantier),
- les produits utilisés seront récupérés et évacués (recueil des huiles de vidange...).

Accord-cadre de contrôle extérieur des travaux de la Direction des Routes d'Île-de-France

III.2.2 Forme des prix

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires, dont le libellé est donné dans le bordereau des prix. Chaque bon de commande disposera d'un numéro d'engagement juridique unique.

III.2.3 Règlement des comptes

Par dérogation aux articles 11 et 12 du CCAG-PI, les paiements se feront sur facture.

Les prestations relevant du Bordereau des Prix, qui seront prescrites par bons de commande, feront l'objet de demandes de paiement afférentes. Pour chaque commande, le titulaire dépose une facture sur la plateforme en vigueur (actuellement CHORUS PRO).

Il est précisé que les paiements se feront qu'après service fait. Pour toute demande de paiement, le prestataire devra avoir transmis avant la mise en paiement des factures les documents indiqués à la rubrique « Documents attendus » de chaque mission du CCTP. La périodicité des règlements se fera à l'échéance de chaque bon de commande.

Toutefois, lorsque le délai d'exécution d'une mission est supérieur à 3 mois, ces prestations pourront être réglées partiellement sur la demande du titulaire. Dans ce cas, la facturation partielle établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement de sa mission. Elle est accompagnée du compte-rendu d'avancement permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce pourcentage, après accord du RPA, sert de base au calcul du paiement partiel correspondant.

Toutes les factures déposées sans validation de la réception de la prestation pourront faire l'objet d'un rejet ou d'une suspension de paiement.

Récapitulatif des incidences des dérogations :		
Aspect	CCAG-PI (art. 11 & 12)	Dérogations du marché
Support de paiement	Paiement sur la base de dé-comptes ou situations	Paiement exclusivement sur facture déposée via Chorus Pro
Condition de paiement	Possibilité d'acomptes sans attendre la totalité du service	Paiement uniquement après service fait , avec transmission des documents attendus (CCTP)
Périodicité des règlements	Périodicité standard (souvent mensuelle ou définie par le CCAP)	Paiement à l'échéance de chaque bon de commande
Paie-ments partiels / acomptes	Acomptes possibles sans condition de durée	Paiements partiels uniquement si la mission dure > 3 mois , avec compte-rendu d'avancement validé par le RPA
Validation préalable	Contestation ou rejet possible dans les délais réglementaires	Factures rejetées ou suspendues si la réception de la prestation n'est pas validée

Récapitulatif des incidences des dérogations :		
Aspect	CCAG-PI (art. 11 & 12)	Dérogations du marché
Procédure de facturation	Modalités souples selon CCAP	Facture accompagnée des justificatifs exigés dans le CCTP, sinon rejet

III.2.4 Modalités de transmission et de paiement

III.2.4.1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'Etat.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, outre les autres mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- le numéro et l'intitulé du lot de l'accord-cadre (lesquels seront inscrits sur la notification du bon de commande) ;
- le numéro de SIRET de l'État ;
- le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché » ;
- le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur » et indiqué sur la notification du bon de commande ».

III.2.4.2 Modalités de paiement

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement par le RPA.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement des factures est la date de réception de la facture par le RPA sur le logiciel Chorus Pro.

Accord-cadre de contrôle extérieur des travaux de la Direction des Routes d'Île-de-France

III.3 Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

Les prix sont révisibles par application de formules représentatives de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles III.3.2 et III.3.3.

III.3.1 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

III.3.2 Index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet de **l'ensemble des lots** est :

ING : Ingénierie

Il est publié sur le site internet de l'INSEE.

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues et primes.

III.3.3 Modalités de révision des prix

La révision des prix est annuelle, elle est effectuée à la date anniversaire de la notification du marché. En conséquence, la première année (période ferme) du marché ne sera pas révisée.

La révision des prix est effectuée à chaque période de reconduction et le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul d'ajustement des prix du bordereau des prix est défini par la formule suivante :

$$C_n = \frac{I_{n-6}}{I_{0-6}}$$

Avec :

I_{0-6} = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix moins 6 mois

I_{n-6} = Valeur de l'index de référence I prise au mois de la date fixée par la périodicité de mise en œuvre de la clause de révision d'établissement des prix moins 6 mois

Le titulaire est tenu de faire parvenir au représentant de l'acheteur deux mois avant la date anniversaire du marché son calcul de révision via la transmission d'un bordereau des prix révisés dès la publication de la valeur de l'index permettant la révision.

Ce calcul devra être envoyé par mail à l'adresse suivante :

camo.smr.dirif.drieat-if@developpement-durable.gouv.fr

Sans retour du représentant de l'acheteur, la liste/décomposition est acceptée, et applicable à la date prévue pour cette révision.

Dans le cas où le titulaire n'adresse pas la proposition de bordereau des prix révisés, les nouvelles commandes passées suite à la date anniversaire se baseront sur le bordereau des prix non révisés.

Sans retour du représentant de l'acheteur, le bordereau des prix révisés est accepté, et applicable à la date prévue pour cette révision.

En complément de l'article 10.2.3 du CCAG-PI l'arrondi est appliqué au résultat final.

III.3.4 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le pouvoir adjudicateur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

En dehors des pénalités, le montant des sommes dues est calculé en appliquant le taux de la TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA :

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son autoliquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également auto liquider la TVA correspondante.

III.3.5 Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est

Accord-cadre de contrôle extérieur des travaux de la Direction des Routes d'Île-de-France

tenu de fournir au RPA une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;

- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

III.4 Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Conformément à l'article 23 du CCAG-PI, toute prestation supplémentaire ou modificative pour laquelle le marché n'a pas prévu de prix fait l'objet d'un ordre de service fixant provisoirement un prix nouveau.

Dans le silence du titulaire dans un délai de 30 jours, à compter de la notification de l'OS, ces prix provisoires deviennent définitifs et ne font pas l'objet d'un avenant.

ARTICLE IV - DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION – PENALITES, PRIMES ET RETENUE

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

IV.1 Durée du marché et délais d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

Sur chaque bon de commande figurera un délai maximal de réalisation de la prestation commandée. Ce délai comprenant également la période de préparation sera déterminé en concertation entre le titulaire et le MOA.

La remise de la première version du livrable est intégrée dans les délais inscrits aux bons de commande.

Certaines prestations nécessitent une période de préparation, notamment pour récupérer les différentes autorisations auprès des exploitants routiers concernés ou des riverains. Dans ce cas-là, le point de départ du délai d'exécution a lieu dès l'obtention des autorisations demandées ou l'accord des riverains concernés. Dans les autres cas où la période de préparation n'a pas été jugée nécessaire, le délai d'exécution débute à la date de démarrage indiquée dans le bon de commande.

Sans date de démarrage précisée dans le bon de commande, le délai d'exécution d'une prestation court à partir de l'accusé de réception par le titulaire du bon de commande signé par le RPA.

Les délais d'exécution précisés dans les bons de commande sont censés intégrer les délais de relecture et de validation prévisionnels de la part du MOA (en cas de points d'arrêt ou de

Accord-cadre de contrôle extérieur des travaux de la Direction des Routes d'Île-de-France

livrables intermédiaires par exemple).

IV.2 Pénalités pour retard d'exécution – Primes d'avance

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à une procédure contradictoire conformément à l'article 14.1.1 du CCAG-PI.

L'ensemble des étapes de passation d'une commande et les dates de référence qui en découlent sont précisées à l'article I.4 du présent CCAP.

IV.2.1 Pénalités pour non-réponse à une sollicitation de la DiRIF

En cas d'absence de réponse de l'entreprise dans un délai de 10 jours calendaires suite à une sollicitation par mail du maître d'ouvrage pour la réalisation d'une commande, le titulaire encourt une **pénalité forfaitaire fixée à 250 €** à laquelle s'ajoute une **pénalité de 80 € par jour de retard**, à compter de la date d'accusé de réception de la commande par l'entreprise.

IV.2.2 Pénalités pour non-intervention à la date désignée sur voirie en circulée

Les conditions d'intervention sur le réseau national demandent une préparation et une concertation de la part de la maîtrise d'ouvrage. A ce titre, une absence d'intervention de l'entreprise à la date programmée peut induire un retard non négligeable suite à une programmation ultérieure. A ce titre, en cas de non-intervention à la date prévue et validée par l'exploitant lors de la demande d'intervention, l'entreprise encourt **une pénalité fixée à 500 € par jour d'absence**.

L'entreprise dispose d'un délai de prévenance maximum de 7 jours calendaires.

Cette pénalité ne pourra pas s'appliquer en cas :

- D'intempéries au sens des dispositions législatives et réglementaires en vigueur ;
- De grève du personnel d'exploitation en charge de la fermeture de l'axe concerné.

IV.2.3 Pénalités pour non-intervention à la date désignée dans le cas d'une fermeture programmée

Les fermetures du réseau routier national sont ponctuelles et programmées plusieurs mois en amont. A ce titre, une absence d'intervention de l'entreprise lors d'une fermeture programmée peut induire un retard non négligeable suite à une programmation ultérieure. A ce titre, en cas de non-intervention dans le cadre d'une fermeture programmée, l'entreprise encourt **une pénalité forfaitaire fixée à 1 500 €**.

L'entreprise dispose d'un délai de prévenance maximum de 15 jours calendaires.

Cette pénalité ne pourra pas s'appliquer en cas :

- D'intempéries au sens des dispositions législatives et réglementaires en vigueur ;
- De grève du personnel d'exploitation en charge de la fermeture de l'axe concerné.

Accord-cadre de contrôle extérieur des travaux de la Direction des Routes d'Île-de-France

IV.2.4 Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, l'entreprise encourt une pénalité pour retard d'exécution en cas de non-respect du délai fixé lors de la notification du bon de commande dans les cas suivants :

- Cas n°1 – Bon de commande inférieur à 10 000 € HT : Une **pénalité forfaitaire est fixée à 250 €** à laquelle s'ajoute une **pénalité de 100 € par jour calendaire de retard**.
- Cas n°2 – Bon de commande supérieur à 10 000 € HT : La pénalité forfaitaire est fixée à **1/300^{ème} du montant hors taxes de la commande par jour calendaire de retard**.

IV.3 Autres pénalités

Les dispositions de l'article 14 du CCAG-PI, hors plafonnement, s'appliquent à toutes les pénalités autre que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable soit nécessaire.

IV.3.1 Documents fournis après exécution

En cas de retard, de non-remise ou d'une remise de documents incomplète, d'une précision ou d'une qualité insuffisante dans la fourniture de documents prévus dans le cadre du marché, le titulaire encourt une pénalité selon les dispositions suivantes :

Document concerné	Pénalité forfaitaire	Pénalité supplémentaire par jour calendaire de retard
Avis sur dossier (DCE, mémoire technique, plan de contrôle intérieur, plan OPR...)	200 €	50 €
Plan de contrôle extérieur	300 €	50 €
Avis sur document (variante d'entreprise, procédure d'exécution, fiche d'agrément de produit, fiche d'agrément de matériau, fiche d'agrément de matériel...)	200 €	20 €
Rapport d'essai (résultats suite à une intervention sur site ou des essais en laboratoire...)	200 €	50 €
Dossier de synthèse de contrôle extérieur	500 €	20 €

Accord-cadre de contrôle extérieur des travaux de la Direction des Routes d'Île-de-France

Avis sur une non-conformité	/	100 €
Autres documents	/	100 €

La pénalité est multipliée par le nombre de documents non-remis.

La pénalité s'applique à l'ensemble des documents que le titulaire doit fournir.

Pour le calcul du nombre de jours de retard, il est tenu compte du délai d'exécution notifié lors de la passation de la commande.

IV.3.2 Rendez-vous de chantier

Le titulaire peut être convoqué en réunion de chantier par le maître d'ouvrage.

En cas d'absence à la réunion de chantier, le titulaire encourt **une pénalité forfaitaire fixée à 50 € par réunion.**

IV.3.3 Clauses sociales

En cas de non-respect des obligations d'insertions fixées à l'article I.8.6.1 du CCAP, le titulaire encourt **une pénalité forfaitaire de 1 500 € par manquement constaté.**

IV.3.4 Pénalités pour non-respect des clauses de confidentialité

En cas de non-respect des obligations de confidentialités fixées à l'article I.6.1 du CCAP, le titulaire encourt **une pénalité forfaitaire de 1 500 €.**

IV.3.5 Pénalités pour non-respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect des obligations de confidentialités fixées à l'article I.6.3 du CCAP, le titulaire encourt **une pénalité forfaitaire de 1 500 € par manquement constaté.**

IV.3.6 Infractions constatées aux consignes d'intervention sur le réseau de la DiRIF

Le strict respect des consignes d'intervention, et notamment du balisage, de la signalisation de chantier, des conditions de circulation (du personnel et des véhicules) est un impératif absolu dans le but de préserver la sécurité tant des usagers que des personnels de chantier, et de maintenir des conditions convenables de communication pour les riverains du chantier. Ainsi, il est prévu l'application de pénalités en cas d'infraction constatées à ces principes.

Une pénalité de 500 € sera appliquée à chaque infraction sur simple constatation d'un représentant de la DiRIF, sans préjudice de l'exclusion du chantier des personnels mis en cause.

IV.3.7 Pénalités pour non-respect des dispositions de la stratégie de management par la qualité

En cas de non-respect des dispositions prévues par la stratégie de management par la qualité du titulaire rendue contractuelle, le titulaire encourt **une pénalité forfaitaire de 1 500 € par manquement constaté.**

IV.3.8 Pénalités pour non-respect des dispositions de la stratégie de management de l'environnement

En cas de non-respect des dispositions prévues par la stratégie de management de l'environnement du titulaire rendue contractuelle, le titulaire encourt **une pénalité forfaitaire de 1 500 € par manquement constaté.**

ARTICLE V - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

V.1 Retenue de garantie

Sans objet.

V.2 Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG-PI.

Sauf indication contraire dans l'Acte d'Engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution est supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu au paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC du bon de commande si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage d'une somme égale à douze fois le montant initial TTC du bon de commande divisé par sa durée exprimée en mois.

Le pourcentage est fixé à 5% du montant initial TTC du bon de commande.

Si le titulaire du marché est une PME (petite et moyenne entreprise au sens du CCP), le taux de l'avance est porté à 30%.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article III.2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint 65 % du montant initial du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage

atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Les dispositions du présent article s'appliquent au marché reconductible sur le montant de la période initiale et aux marchés reconduits sur le montant de chaque reconduction.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE VI - QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres États membres de l'Union européenne si elles sont reconnues comme équivalentes. Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le titulaire du marché pourra proposer au pouvoir adjudicateur des produits qui bénéficient de modes attestés par des organismes accrédités (par des organismes signataires des accords dits « EA » ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011). Le titulaire du marché devra alors apporter au pouvoir adjudicateur les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindrissent en aucune manière le fait que la norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au pouvoir adjudicateur avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

ARTICLE VII - EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

VII.1 Conditions d'exécution des bons de commande

VII.1.1 Dispositifs de sécurité

Le titulaire qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Accord-cadre de contrôle extérieur des travaux de la Direction des Routes d'Île-de-France

Les dispositifs de sécurité mis en place par le titulaire pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection...) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

VII.1.2 Signalisation du site à l'égard de la circulation publique

Le titulaire du présent marché devra respecter les consignes de sécurité qui lui auront été données par le représentant du pouvoir adjudicateur avant l'exécution des prestations.

Le personnel du titulaire travaillant sur chantier ou sous circulation doit être doté d'un baudrier, ou d'un gilet rétro réfléchissant.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches rétro réfléchissantes.

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe c : matériels mobiles alinéa 2 « feux spéciaux » de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, livre I – 8^e partie : signalisation temporaire (version consolidée) ; et à l'arrêté du 4 juillet 1972 relatif aux feux spéciaux des véhicules à progression lente.

En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents munis d'un fanion K1 avertissent les usagers de la présence à proximité, d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou ses dépendances.

VII.1.3 Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation des travailleurs ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

Avant toute intervention sur chantier, et pour toutes les interventions sur chantier, le titulaire établira (éventuellement pendant la période de préparation), son plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) prévu par la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 modifié après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS.

Le titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur la liste nominative du personnel. Cette liste est jointe au plan de contrôle élaboré par le prestataire et est tenue à jour lors de tout mouvement de personnel.

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le RPA se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- l'outillage ;

Accord-cadre de contrôle extérieur des travaux de la Direction des Routes d'Île-de-France

- les protections ;
- les matériels de télécommunication ;
- les tenues de travail ;
- les équipements de recherche de personnes (bips, talkie-walkie...).

VII.1.4 Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité

Le titulaire doit respecter les obligations du Code du Travail.

VII.1.4.1 *Principes généraux pour les interventions sur chantier*

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

Elle devra également respecter les consignes de sécurité relatives aux interventions sur site et suivre les recommandations des services d'exploitation du réseau routier national géré par la DIRIF.

Elle devra prendre connaissance du cahier de consignes d'exploitation.

Toute intervention sur le réseau routier national géré par la DIRIF ou ses dépendances devra faire l'objet d'une demande d'intervention validée par l'exploitant.

VII.1.4.2 *Autorité du coordonnateur SPS pour les interventions sur chantier*

Le coordonnateur SPS informe le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de dangers graves et imminents, constatés lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS définit les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie des prestations du titulaire.

VII.2 *Planning et délai d'exécution*

Les délais précisés ci-dessous sont des délais par défaut. Lorsque des délais spécifiques sont précisés dans les bons de commande, ces délais prévalent.

VII.2.1 Délai de prévenance du titulaire par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage pour les prestations d'essais et de mesure sur le chantier

Prestation	Délai de prévenance
Essais et mesures sur le chantier	36 heures avant la date de début d'exécution

Accord-cadre de contrôle extérieur des travaux de la Direction des Routes d'Île-de-France

VII.2.2 Délais de remise des prestations, production et résultats par le titulaire

Prestation	Délai de production ou de remise des résultats
Rapport d'essais et mesures sur chantier (résultats bruts, intervention sur site, essais en laboratoire)	Par simple mail en 24 heures après l'exécution de la mesure ou de l'essai. Le rapport sera transmis 72 h après l'exécution de la mesure ou de l'essai
Dossier de synthèse de contrôle extérieur	15 jours après la réalisation du dernier essai ou de la dernière mesure réalisé sur le chantier
Avis sur document d'exécution (variante d'entreprise, procédure d'exécution, fiche d'agrément de produits, fiche d'agrément de matériaux, fiche d'agrément de matériel...)	<ul style="list-style-type: none">- 10 jours à compter de la date de transmission du document par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage pour un premier indice- 5 jours à compter de la date de transmission du document par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage pour un document ayant déjà fait l'objet d'une analyse
Proposition d'un plan de contrôle extérieur et élaboration du projet de bon de commande associé	15 jours à compter de la date de transmission du DCE de l'opération de travaux par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage
Avis sur dossier (DCE, mémoire technique, plan de contrôle intérieur, plan OPR...)	15 jours à compter de la date de transmission du dossier par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage

VII.3 Information du RPA et du maître d'œuvre des dates et heures d'intervention

Afin de faciliter les opérations de vérification, le titulaire d'un marché informera le RPA et le maître d'œuvre de la date et l'heure (à la demi-journée près) de réalisation de chaque prestation de mesure ou/et d'essais sur site et ce au plus tard 12 heures (6 heures dans le cas d'un délai de prévenance de 12 heures) avant la réalisation de la prestation. Si le titulaire n'informe pas le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage dans les délais minimums, la ou les prestations seront considérées comme non exécutées, les pénalités prévues à l'article IV.2.2 du présent CCAP s'appliquent.

VII.4 Mentions à préciser sur les transmissions

Les différents documents relatifs aux prestations effectuées mentionneront :

Accord-cadre de contrôle extérieur des travaux de la Direction des Routes d'Île-de-France

- la référence à la commande et au marché ;
- la liste de prestations livrées, en référence à la commande ;
- la date et le lieu d'exécution des prestations ;
- la date de livraison.

ARTICLE VIII - CONSTATATIONS DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

VIII.1 Opération de vérification

Le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre peut à tout moment intervenir afin de vérifier le respect des spécifications fixées dans le CCTP en particulier celui des modes opératoires des mesures et des essais, ainsi que les engagements de l'entreprise quant au matériel utilisé pour la réalisation de ces mesures et essais, quant à la qualification du personnel réalisant les mesures et quant au personnel réalisant les avis et les rapports de synthèse. Les vérifications seront faites à partir des bons de livraison et porteront sur les éléments livrés.

VIII.2 Admission, ajournement, réfaction et rejet

Par dérogation à l'article 29 du CCAG-PI, la décision par le RPA d'admission, d'ajournement, de réception avec réfaction des prestations intervient dans un délai précisé dans le tableau qui suit, décompté à partir de la date d'accusé de réception par le RPA des documents à réceptionner. Au-delà du délai, l'absence de décision vaut admission.

En cas de rejet, de réfaction ou d'ajournement, le RPA dispose, pour donner son avis après présentation des documents ou avis modifiés, du même délai que celui indiqué dans le tableau ci-après.

Prestation	Délai d'admission
Rapport d'essais et mesures sur chantier (résultats bruts, intervention sur site, essais en laboratoire)	15 jours à compter de la réception du rapport
Dossier de synthèse de contrôle extérieur	2 mois à compter de la réception du dossier
Avis sur document d'exécution (variante d'entreprise, procédure d'exécution, fiche d'agrément de produits, fiche d'agrément de matériaux, fiche d'agrément de matériel...)	15 jours à compter de la réception de l'avis
Proposition d'un plan de contrôle extérieur et élaboration du projet de bon de commande associé	2 mois à compter de la réception du plan de contrôle proposé
Avis sur dossier (DCE, mémoire technique, plan de contrôle intérieur, plan OPR...)	1 mois à compter de la réception de l'avis

En cas d'ajournement, et par dérogation à l'article 27.2 du CCAG-PI, le titulaire dispose pour mettre au point sa prestation des délais indiqués dans le tableau ci-après.

Prestation	Délai de mise au point
Rapport d'essais et mesures sur chantier (résultats bruts, intervention sur site, essais en laboratoire)	24 heures
Dossier de synthèse de contrôle extérieur	15 jours
Avis sur document d'exécution (variante d'entreprise, procédure d'exécution, fiche d'agrément de produits, fiche d'agrément de matériaux, fiche d'agrément de matériel...)	5 jours
Proposition d'un plan de contrôle extérieur et élaboration du projet de bon de commande associé	1 semaine
Avis sur dossier (DCE, mémoire technique, plan de contrôle intérieur, plan OPR...)	1 semaine

ARTICLE IX - PROPRIETE INTELLECTUELLE ET CESSION DES DROITS

Lorsque le titulaire d'un lot ou l'un de ses sous-traitants intervient sur un chantier pour réaliser des mesures, essais ou investigations, les résultats obtenus ne peuvent en aucun cas être communiqués aux entreprises chargées de l'exécution du chantier. Le titulaire et ses sous-traitants s'engagent à transmettre ces résultats exclusivement au représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) et au maître d'œuvre, dans le respect des règles de confidentialité prévues au présent CCAP.

Conformément aux articles 32 à 35 du CCAG-PI, l'utilisation et la propriété des résultats sont encadrées par les dispositions suivantes :

Principe de cession : Le titulaire cède à titre exclusif au pouvoir adjudicateur l'ensemble des droits patrimoniaux d'auteur afférents aux résultats des prestations exécutées dans le cadre du présent marché. Cette cession est consentie pour toute la durée légale de protection des droits d'auteur et pour le monde entier. Elle comprend notamment les droits de reproduction, de représentation, d'adaptation, de traduction, de diffusion et d'exploitation, sur tout support et par tout procédé, connu ou inconnu à ce jour.

Résultats concernés : Sont considérés comme résultats au sens du présent article l'ensemble des documents, rapports, études, notes de synthèse, procès-verbaux, bases de données, schémas, plans, logiciels, documents techniques ou pédagogiques, ainsi que toute autre production intellectuelle réalisée dans le cadre du marché.

Éléments préexistants : Le titulaire conserve la propriété de ses méthodes, savoir-faire et outils préexistants. Toutefois, lorsqu'il intègre dans les résultats des éléments préexistants, il garantit disposer des droits nécessaires et concède au pouvoir adjudicateur une licence non exclusive, gratuite et irrévocable d'utilisation de ces éléments pour les besoins du marché.

Garantie contre les tiers : Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre toute revendication de tiers relative aux droits de propriété intellectuelle sur les résultats. En cas de litige, il prend à sa charge l'ensemble des frais et indemnités liés à la défense du pouvoir adjudicateur et assure la continuité de l'exploitation des résultats.

Sous-traitance : Le titulaire s'engage à insérer dans les contrats conclus avec ses sous-traitants les clauses nécessaires afin que les droits de propriété intellectuelle sur les résultats produits par ces derniers soient cédés au pouvoir adjudicateur dans les mêmes conditions que celles prévues au présent article.

ARTICLE X - RESILIATION

X.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Si le RPA résilie le marché pour motif d'intérêt général, le montant de l'indemnité de résiliation sera calculé conformément à l'article 40 du CCAG-PI en appliquant un pourcentage de 5 %. Par contre, en dérogation au même article 40, aucune indemnité ne sera due sur la part des frais et investissement éventuellement engagé pour le marché et strictement nécessaire à son exécution.

X.2 Résiliation du marché aux torts du titulaire ou cas particulier

Dans l'hypothèse où le titulaire d'un lot disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des informations énumérées à l'article 3.4.2 du CCAG-PI, complétées par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 37.1.h du CCAG-PI.

Par dérogation à 39.1 du CCAG-PI :

- l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RPA, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître de l'ouvrage signataire du marché peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

Accord-cadre de contrôle extérieur des travaux de la Direction des Routes d'Île-de-France

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP et dans les conditions de l'article 39 du CCAG-PI.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en sauvegarde, en redressement judiciaire ou en liquidation judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le maître d'ouvrage peut résilier dans les conditions de l'article 39 du CCAG-PI.

La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au prestataire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître de l'ouvrage.

ARTICLE XI - LITIGE

Tout différent pouvant survenir à propos du présent accord-cadre et ne pouvant être réglé à l'amiable relève de la compétence du tribunal administratif de PARIS.

Tribunal administratif de Paris

7 rue de Jouy

75 181 Paris cedex 04

Tél. : 01 44 59 44 00

Télécopieur : 01 44 59 46 46

Courrier électronique (courriel) : greffe.ta-paris@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L.) : <https://paris.tribunal-administratif.fr>

ARTICLE XII - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

Dérogations		
Article II du CCAP	déroge à l'article	4.1 du CCAG
§ I.8.3 du CCAP	déroge à l'article	9.2 du CCAG
§ III.2.1 du CCAP	déroge à l'article	10.1.3 du CCAG
§ III.2.3 du CCAP	déroge à l'article	11 / 12 du CCAG
§ I.3 du CCAP	déroge à l'article	13.1.2 du CCAG

Accord-cadre de contrôle extérieur des travaux de la Direction des Routes d'Île-de-France

§ IV.2.4 du CCAP	déroge à l'article	14.1 du CCAG
Article IV du CCAP	déroge à l'article	14.1.3 du CCAG
§ VIII.2 du CCAP	déroge aux articles	27.2 et 29 du CCAG
§ X.2 du CCAP	déroge à l'article	39.1 du CCAG
§ X.1 du CCAP	déroge à l'article	40 du CCAG
§ IV.2 du CCAP	déroge à l'article	14.1.2 du CCAG